

Prière de ne pas oublier l'essentiel

La perspective, très concrète depuis une dizaine de jours, de voir les États-Unis ramener de 39 à 15% la surtaxe spécifique aux importations en provenance de Suisse constitue une très bonne nouvelle. Elle a pourtant donné lieu à une avalanche de critiques oscillant entre le grandiloquent (sur l'air de l'honneur perdu au retour de Munich en 1938) et l'inepte (le pinaillage autour de la réduction des droits de douane sur les fruits de mer venus d'Amérique ou le contingent d'importation de viande de bison accordé par la Suisse). Beaucoup semblent avoir perdu de vue l'objectif indispensable qu'il s'agissait de poursuivre: faire cesser la pénalisation dont pâtissent nos entreprises exportatrices sur le marché des USA par rapport à leurs concurrents traditionnels.

La déclaration d'intention conclue entre les deux pays devrait y conduire. Il faut en-

core la concrétiser par un accord dont on ne connaît pas tous les éléments mais qui s'inscrira dans le fonctionnement institutionnel qui est le nôtre. Il existe donc des incertitudes, mais la direction prise est la bonne.

Avec une taxation de 15% et un cinquième de nos exportations destiné aux États-Unis, nos entreprises ne seront pas plus maltraitées par l'administration Trump que ne le sont leurs concurrentes japonaises, coréennes ou européennes. Lorsqu'on a entendu la situation très critique à laquelle sont confrontés de nombreux dirigeants d'ici (dans l'horlogerie, l'industrie microtechniques et des machines, l'industrie alimentaire, l'agriculture même), on mesure à quel point il est important que nous puissions nous battre à armes égales sur les marchés étrangers. Plusieurs acteurs économiques ont joué

un rôle essentiel dans ce processus de rapprochement. Ils y défendent leurs intérêts propres mais certains de leurs projets sont inclus dans le paquet général que considèrent désormais nos interlocuteurs américains. Il n'est pas certain que cela les réjouisse et cela a pour effet de créer une diplomatie d'un genre (un peu) nouveau, où les négociateurs doivent s'appuyer sur de grandes sociétés, sans pourtant pouvoir s'engager pour elles.

Quant à l'affirmation que les promesses d'investissement aux États-Unis constitueraient autant de pertes pour l'économie suisse, elle n'est exacte que sur le plan rhétorique. Les sociétés concernées n'envisagent certainement pas de construire ou d'étendre des centres de production aux États-Unis par patriotisme, pour favoriser le travail de nos diplomates. Il n'empêche que leur action consti-

tue un atout dans les négociations, au profit de toute la place économique suisse.

Cet épisode agité de notre diplomatie d'un nouveau genre semble porter ses fruits grâce à une contribution «valdo-genevoise» qui mérite d'être soulignée. Cinq des six grands patrons qui, grâce à une audience dans le Bureau ovale, ont permis d'ouvrir des portes étaient ceux de sociétés ayant leur siège à Genève. Et la délégation politique qui a finalisé provisoirement les négociations était emmenée par un citoyen de Bursins, dont la persévérance et la personnalité ont rencontré plus de succès que les méthodes que l'on acquiert du côté de Saint-Gall. Tout cela aussi est réjouissant.



Christophe Reymond
Directeur du Centre patronal